



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché de travaux pour la construction d'un bowl de skate et d'un Pumptrack aux Bassins à Flot à Bordeaux.

Opération 20404. Marché 25M4M00T020

Date et heure limites de réception des offres :

11 juillet 2025 à 12:00

Bordeaux Métropole Aménagement
Agissant au nom et pour le compte de la Ville de Bordeaux
38 Rue de Cursol
CS 80010
33001 BORDEAUX CEDEX

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	4
2. Organisateur de la consultation	4
2.1 - Maître d'ouvrage.....	5
2.2 - Mandataire	5
3 - Conditions de la consultation	5
3.1 - Délai de validité des offres.....	5
3.2 - Forme juridique du groupement.....	5
3.3 - Variantes	5
3.4 - Développement durable	5
3.5 - Insertion par l'activité économique	5
4 - Les intervenants.....	6
4.1 - Maîtrise d'œuvre	6
4.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
4.3 - Contrôle technique	6
4.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
5.3 - Confidentialité	6
6 - Contenu du dossier de consultation	7
7 - Présentation des candidatures et des offres.....	8
7.1 - Documents à produire.....	8
7.2 - Visites sur site	10
8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
8.1 - Transmission électronique.....	11
8.2 - Transmission sous support papier	13
9 - Examen des candidatures et des offres	13
9.1 - Sélection des candidatures.....	13
9.2 - Attribution des marchés	13
9.3 - Suite à donner à la consultation.....	15
10 - Renseignements complémentaires	16
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	16
10.2 - Procédures de recours.....	16
11 - Clauses complémentaires.....	16
Annexe 1 - Peines d'exclusion des procédures de passation	18
Annexe 2 - Questionnaire d'enquête	20

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Marché de travaux pour la construction d'un bowl de skate et d'un Pumptrack aux Bassins à Flot à Bordeaux.

Opération 20404. Marché 25M4M00T020

Lieu d'exécution : Cours Henri Brunet, 33300 Bordeaux

La ville de Bordeaux souhaite construire un bowl de skate et un pumptrack dans le quartier des Bassins à Flot, au Nord-Est de la commune. Cet équipement s'inscrit dans le Projet d'Aménagement d'Ensemble des Bassins à flot et s'intègre donc dans l'architecture de celui-ci : choix et couleur des matériaux, palette végétale, ...

Ces deux équipements doivent concilier pratique sportive de loisirs et pratique compétitive de haut-niveau. Le futur bowl sera le seul équipement municipal de Bordeaux de ce type et doit ainsi permettre l'accueil de compétition de niveau international. Un espace convivialité et familial situé entre les deux espaces permettra l'accueil du public au quotidien, et permettra ponctuellement l'installation de gradins lors d'évènement.

La piste de pumptrack est avant tout conçue pour fonctionner dans le cadre d'une pratique libre et non encadrée. Elle est également adaptée à la pratique scolaire et périscolaire.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 11 lots :

Lots	Désignation
1	VRD
2	Bowl -Gros Œuvre
3	Etanchéité
4	Menuiserie bois
5	Menuiserie métal et serrurerie
6	Second œuvre
7	Fluides
8	Electricité
9	Pumptrack
10	Espaces verts
11	Renforcement de sol

La répartition par tranche pour chaque lot est la suivante :

Tranches	Désignation	Lots concernés
TF	Construction d'un bowl	Tous les lots
TO1	Remplacement maçonnerie standard § 2.9.1 par maçonnerie	2
TO2	Remplacement béton banché par béton bas carbone	2
TO3	Plus-value béton teinté dans la masse	2
TO4	Plus-value lasure extérieure sur support béton	2
TO5	Ouvrages enrobé teinte type "GOASQ"	9

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lots	Code principal	Description
1	45112500-0	Travaux de terrassement
2	45262311-4	Travaux de gros œuvre en béton
	45223220-4	Travaux de gros œuvre
3	45261420-4	Travaux d'étanchéification
4	45421000-4	Travaux de menuiserie
5	45421000-4	Travaux de menuiserie
	45421140-7	Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres
6	45421152-4	Installation de cloisons
	45324000-4	Travaux de pose de plaques de plâtre
	45432000-4	Travaux de pose de revêtement de sols et de murs et pose de papiers peints
7	45330000-9	Travaux de plomberie
	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
8	45310000-3	Travaux d'équipement électrique
9	45112500-0	Travaux de terrassement
10	45112700-2	Travaux d'aménagement paysager
11	45262210-6	Travaux de fondation

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2. Organisateur de la consultation

Dans l'ensemble de ce document, la Maîtrise d'Ouvrage ou MOA désigne le Maître d'Ouvrage et son mandataire.

2.1 - Maître d'ouvrage

Ville de Bordeaux
Hôtel de ville
33045 BORDEAUX

2.2 - Mandataire

Bordeaux Métropole Aménagement
38 Rue de Cursol
CS 80010
33001 BORDEAUX CEDEX

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **8 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Le maître d'ouvrage impose au groupement d'être solidaire à l'attribution du marché afin :

- de palier à d'éventuelles défaillances d'entreprises co-traitantes et retarder ainsi le chantier et les autres lots le cas échéant
- de pouvoir assurer au maître d'ouvrage la bonne exécution des travaux

En cas de groupement, chaque co-traitant devra avoir la capacité juridique, technique et financière d'assurer l'exécution du marché en cas de défaillance d'un des membres du groupement et disposer des assurances professionnelles correspondantes.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

RAPPEL : La composition d'un groupement retenu ne peut être modifiée entre la date de remise des offres et la date de signature du marché. Dans le cas contraire, l'offre sera considérée comme nouvelle et déposée hors délai et sera de fait rejetée.

3.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le DCE : se référer notamment aux pièces contractuelles listées à l'article 2 du CCAP, et notamment aux documents suivants :

- Le Tableau de suivi RSE / Pilier environnemental
- Guide BFB

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect des exigences formulées dans les documents de la consultation.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3.5 - Insertion par l'activité économique

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le CCAP une clause obligatoire d'insertion sociale et de promotion de l'emploi permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières.

Le volume horaire d'insertion à la charge du titulaire est indiqué dans le tableau ci-dessous.

Le dispositif consiste à réserver, dans le cadre de l'exécution du marché, une partie du temps de travail

nécessaire à la réalisation des prestations au bénéfice des publics prioritaires mentionnés dans le CCAP

Cette action d'insertion sociale concerne le(s) lot(s) suivant(s) :

N° lot	Désignation du lot	Volume estimé d'heures d'insertion à réaliser sur la durée du marché
Lot 01	VRD	105 heures
Lot 02	Bowl - Gros œuvre	280 heures

Pour toute information qui leur serait utile sur la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale (conseils sur les contrats, mise en relation avec les structures locales...), les candidats pourront contacter le facilitateur des clauses sociales, dont les coordonnées sont indiquées dans le CCAP.

4 - Les intervenants

4.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement : THE EDGE SKATEPARKS / JULIEN DELMAS ARCHITECTE / QLAADF / GESCOR INGENIERIE / EuGée SARL / SAS VERDI INGENIERIE SUD OUEST / SAS ARES Concept / S.O.I.T

Mandataire : THE EDGE SKATEPARKS - 10 Avenue de Bellevue - 35136 St Jacques de la Lande

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est une mission de base selon l'ancienne loi MOP avec ESQ, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR et les missions complémentaires ENV, DIAG et ALT.

4.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par : la maîtrise d'œuvre.

Elle est représentée par : GESCOR INGENIERIE - 1200 avenue Eymet - 33270 Floirac

4.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par : JPS CONTRÔLE - Agence NOUVELLE AQUITAINE - 51 quai Lawton 33300 BORDEAUX

Les missions de contrôle technique sont les suivantes : L, S, Hand, PS.

Tél. : 06 49 99 31 18-

Courriel : damien.chauvet@jps-controle.fr

4.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par : ANCO ATLANTIQUE - 61 Rue Notre Dame - 33000 Bordeaux

Tél. : 06 33 43 70 00

Courriel : c.landreau@ancogroupe.fr

5 - Conditions relatives au contrat

5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au CCAP est joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

A titre indicatif, la période prévisionnelle de démarrage des travaux (période de préparation incluse) est août 2025.

5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Budget de la Ville de Bordeaux

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5.3 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévue pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du DCE qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité.

6 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes

- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le dossier permis d'aménager
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT) - version du 28/05/2025
- Les rapports d'étude géotechnique G2 AVP du 04 mars 2025 et G2PRO du 27 mai 2025
- L'évaluation de la qualité environnementale des sols et caractérisation des enrobés - DIAG du 10/06/2024
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP), décomposés comme suit, et leurs annexes :
 - Lot 01 - Voirie et réseaux divers - Version de mai 2025
 - Lot 02 - BOWL - version de mai 2025 / Lot 02 - Local bâti / Gros œuvre - version de juin 2025
 - Lot 03 - Local bâti / Etanchéité - version de juin 2025
 - Lot 04 - Local bâti / Menuiserie bois - version de juin 2025
 - Lot 05 - Local bâti / Menuiserie métal Serrurerie - version de juin 2025
 - Lot 06 - Local bâti / cloisons - doublage - faux-plafonds -peinture - signalétique - carrelage - version de juin 2025
 - Lot 07 - Fluides - Version du 06/06/2025
 - Lot 08 - Electricité - Version du 06/06/2025
 - Lot 09 - PUMPTRACK - Version du 06/06/2025
 - Lot 10 - plantation - Version du 02/06/2025
 - Lot 11 - Renforcement de sol - Version du mai 2025
- Le Tableau de suivi RSE / Pilier environnemental
- Le dossier pièces graphiques :
 - Plan de structure
 - 25-005 ST-1 ind0
 - 25-005 ST-2 ind0
 - Tableau de portes
 - Lot 01
 - VRD plan d'état des lieux
 - VRD plan de voirie
 - Lot 02 - carnet graphique - BOWL
 - Lot 03
 - VRD plan d'assainissement
 - Lot 04
 - VRD plan tous réseaux
 - Lot 07 - carnet de plan fluides version du 14/05/2025
 - Lot 08 - carnet de plan électrique version du 14/05/2025
 - Lot 09 - carnet graphique - pumtrack version de mai 2025
 - Lot 10
 - PLANTATION plan d'état des lieux
 - PLANTATION plan d'emprise des équipements
 - PLANTATION plan de terrassement des terres végétales
 - PLANTATION plan de plantation des arbres tiges
 - PLANTATION plan de plantation des arbustes - couvres sol - vivaces
- Planning prévisionnel
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)
- Les modèles de DC1, DC2, d'attestation sur l'honneur, de présentation des situations de travaux, de cadre de réponse valeur technique, de SOGED et de fiche des principaux matériaux/produits et la liste des documents administratifs à fournir pour l'agrément d'un sous-traitant

Aucune demande d'envoi du DCE sur support papier ou physique électronique n'est autorisée.

Le dossier de consultation est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : <http://demat-ampa.fr> en indiquant la référence de la consultation : **25M4M00T020**.

Nota Bene : En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat est averti qu'il n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment à la publication

des questions/réponses ou encore aux modifications / précisions du dossier de consultation avant la date limite de remise des offres. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

Nota Bene 2 : Les candidats sont invités à ajouter dans leur carnet d'adresses l'adresse technique de la plateforme "nepasrepondre@demat-ampa.fr" afin de s'assurer de la réception des alertes et sollicitations des acheteurs publics.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **5 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Ainsi, toute pièce venant se substituer à une précédente version rendra de fait caduque la précédente version. Le candidat devra utiliser et/ou remettre le document dont la version est **en vigueur à la date limite de remise des plis**.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre et la candidature.

7.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour les DC1 et DC2 précités, il est demandé d'utiliser les modèles fournis dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Libellés	Signature
La lettre de candidature (utiliser le modèle de DC1 joint au dossier de consultation) incluant l'habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement momentané d'entreprises	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et/ou articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique (ou cf. modèle de DC1 joint au dossier de consultation)	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Pouvoir du signataire d'engager la personne ou la société qu'il représente (justificatif d'immatriculation, pouvoir de signature, ...)	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou, si impossible, les éléments utiles à la démonstration de la capacité financière ;	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années de référence et complexité équivalentes, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin avec les coordonnées des maîtres d'ouvrage).	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate. En l'absence de références, le candidat est appelé à fournir tout élément de nature à justifier ses capacités à réaliser les travaux faisant l'objet du marché. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Bordeaux Métropole s'est engagée dans un processus de labellisation dans le domaine de l'égalité, de la diversité et de la lutte contre toute forme de discrimination.

Cette démarche vise la mise en œuvre d'une conduite exemplaire dans son organisation interne, à travers la sensibilisation, la mobilisation de référents, la formation des agents ainsi que le respect de la réglementation et la mise en place de dispositifs incluant tous les salariés et facilitant leurs accès de manière juste et égalitaire.

A travers la commande publique Bordeaux Métropole souhaite impliquer les opérateurs économiques afin de connaître les pratiques mises en œuvre dans leurs propres structures pour la promotion de l'égalité, de la diversité et de la lutte contre les discriminations et en imposant certaines obligations, selon les contrats.

En ce sens, vous trouverez en annexe 2 au présent règlement de la consultation un questionnaire d'enquête (temps de réponse évalué à environ 10 min), sous format Word, à renseigner et à nous retourner avec votre offre afin de nous faire part de votre politique en la matière et des outils déployés ainsi que de leur efficacité. Ce questionnaire d'enquête est également disponible en ligne via cet URL : <https://forms.office.com/r/FhFTaP0Wn5> (copier-coller le lien dans votre navigateur web). PRIVILEGIER SVP la réponse en ligne.

Le but pour nous, à travers un partenariat et un échange de pratiques, est d'élargir la mise en œuvre de dispositions socialement responsables

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Pièces obligatoires	
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) La décomposition de prix forfaitaire demandée sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant. NB : le candidat veillera à remplir le cadre de la DPGF fourni au DCE, et à ne pas le modifier	Non

<p>Le cadre technique complété par l'entreprise présentant les moyens humains et matériels mis en œuvre, la démarche environnementale, le respect du planning et de l'organisation du chantier</p> <p>NB :le candidat devra remplir le cadre de réponse fourni dans le DCE, lequel doit être complété dans son intégralité et annexé des documents s'y réfèrent</p>	Non
--	-----

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Pour rappel, les éléments du cadre de réponse technique reposant sur un sous-traitant ne pourront être pris en compte dans l'analyse que si le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les candidats sont informés que le seul dépôt de leur pli vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui leur sera attribué.

Protection des données à caractère personnel

Les informations ici recueillies font l'objet d'un traitement informatique par Bordeaux Métropole Aménagement pour les seules finalités suivantes : enregistrement des offres pour instruire la procédure de passation du contrat (analyse des candidatures et des offres, classement des offres, attribution et rejets des offres, notification du contrat et exécution du contrat).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public et/ou intérêt contractuel dont Bordeaux Métropole Aménagement est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par Bordeaux Métropole Aménagement à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit :

- 5 ans pour les pièces relatives à la procédure de passation, les candidatures et les offres non retenues à compter de la date de notification du contrat,
- 10 ans pour les offres retenues et les pièces relatives à la procédure d'exécution à compter de la date de fin d'exécution du contrat,

Ce dernier délai sera porté à la durée de vie du bâtiment pour les offres retenues et les pièces relatives à la procédure d'exécution des marchés de travaux susceptibles de comporter des risques environnementaux ou pour la santé publique. Ce délai concernera également les marchés de travaux portant sur la construction d'un bâtiment, sa réhabilitation ou toute modification structurelle, pour des raisons patrimoniales (notamment dans un souci d'optimisation de la protection, de la connaissance, de la pérennisation des constructions).

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les candidats disposent pour les traitements les concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Les candidats peuvent exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : florian@dpflow.eu
ou par courrier postal : M. Florian BOYENVAL 132 Rue Fondaudège, 33000 BORDEAUX

Pour en savoir plus, ils peuvent également consulter leurs droits sur le site de la CNIL.

7.2 - Visites sur site

A ce jour, aucune visite accompagnée n'est prévue.

L'entreprise peut se rendre librement dans les zones publiques ou ouvertes librement au public des sites pour en avoir pleinement connaissance.

Une visite sur site est préconisée.

Nota Bene : Aucune question ne devra être posée lors d'une éventuelle visite. Si le candidat a des questions, il les posera par écrit sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr>, dans les conditions fixées par le présent règlement de consultation.

8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Conformément aux dispositions de l'article R2151-5 du Code de la commande publique, un pli est qualifié « hors délai » et en conséquence rejeté, si le téléchargement se termine après la date et heure limites de réception des offres.

8.1 - Transmission électronique

Pour toute difficulté rencontrée sur le portail de dématérialisation des marchés publics de l'AMPA, une assistance téléphonique est à la disposition des candidats de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés, après demande préalable via l'onglet « Assistance en ligne ».

Modalités de transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr> En revanche, la transmission des plis sur un support physique électronique (clé USB...) n'est pas autorisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Dans le cas de candidatures groupées conformément à la réglementation sur les marchés publics, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Pour transmettre votre réponse électronique, il suffit :

1. De s'inscrire sur la plate-forme des marchés publics DEMAT-AMPA accessible à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>
2. Chaque candidat déposant un pli doit posséder un compte utilisateur propre à son n° SIRET
3. Le pli doit contenir impérativement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation
4. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Ainsi, dans le cas où un candidat souhaiterait compléter sa candidature/son offre après dépôt, le candidat est invité à réaliser un nouveau dépôt, de l'intégralité de son offre. Lors de l'ouverture des plis, **seul le dernier envoi prévaut.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

La plateforme DEMAT-AMPA vous permet :

- De vérifier la configuration de votre ordinateur grâce à une fonction de diagnostic de présence des pré-requis.
- De tester la configuration de remise des plis. Une consultation nommée "CONSULTATIONS DE TEST" est disponible dans la rubrique " SE PREPARER A REPONDRE". Il est conseillé d'effectuer ce test avant d'engager une procédure de remise de plis sur une consultation réelle afin de vous familiariser avec la procédure. Une assistance en ligne est disponible sur la plateforme.

Dans tous les cas il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique et d'anticiper vos dépôts.

1. Les formats de fichiers

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Format Microsoft Word (« .doc » ou « .docx ») (Version Word 97 et postérieures)
- Format Adobe Acrobat (« .pdf ») (Version Acrobat 5 et postérieures)
- Format Microsoft Excel (« .xls ») (Version Excel 97 et postérieures)
- Format AUTOCAD (« .dwg ») pour les plans complémentaires
- Format JPG pour les éléments graphiques d'illustration
- Format PPT, .rtf et msp
- Les fichiers compressés seront regroupés dans des archives au format .ZIP

2. Nom des fichiers :

Consultation n°25M4M00T020

- Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) : / \ : ? > et de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore.
- Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans le zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

3. Préconisations de transmission :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les ".bat" les formats vidéo
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" Faire en sorte que le pli ne soit pas trop volumineux [préconisations : taille maximum de 100 Méga octets (MO)]. En effet, le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission du pli et engendre ainsi un risque de réception hors délai.
- Tous les fichiers envoyés doivent être traités préalablement à l'anti-virus à la charge du candidat. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat en sera informé.

Copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé USB) ou sur support papier comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- « **COPIE DE SAUVEGARDE** »,
- **Intitulé de la consultation**
- **Numéro de la consultation (numéro de marché)**
- **Nom du candidat**
- **Le cas échéant le lot concerné**

<p align="center"> COPIE de SAUVEGARDE pour : Marché de travaux pour la construction d'un bowl de skate et d'un Pumptrack aux Bassins à Flot à Bordeaux. Opération 20404. Marché 25M4M00T020 NOM DU CANDIDAT :- Lot n°..... NE PAS OUVRIR </p>

Ce pli devra être adressé en recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Bordeaux Métropole Aménagement
38 rue de Cursol
CS 80010
33001 BORDEAUX CEDEX

La copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas d'ouverture de la copie de sauvegarde, si un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, cette copie ne fera pas l'objet d'une réparation. Ce document est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé dans les conditions de la réglementation sur les marchés publics.

Il est fortement recommandé d'adresser cette copie de sauvegarde car elle n'engendre pas de réel surcoût ni de charge de travail supplémentaire pour les candidats et permet de parer à toute éventualité.

Néanmoins, la copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis, soit avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Signature électronique

Au moment du dépôt, la signature électronique des documents n'est pas exigée pour cette consultation.

Le marché public sera signé électroniquement selon les modalités définies ci-après.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue devra être signée électroniquement afin de pouvoir procéder à la notification du marché correspondant ; par « offre retenue » s'entendent les documents listés à l'article 7 du présent règlement de la consultation et pour lesquels la signature est requise au stade de la notification. Il en ira de même des pièces particulières contractuelles listées à l'article 2 du CCAP et des actes relatifs à la vie du marché (modifications du marché en cours d'exécution dont les avenants, etc.).

Dans le cas où l'offre du candidat retenu aura été déposée sans signature électronique, il lui sera demandé de signer électroniquement son offre.

Une offre finale non signée électroniquement sera considérée comme irrégulière.

Le certificat de signature électronique est payant. Son obtention pouvant prendre plusieurs semaines, la demande doit être anticipée par rapport à la date et à l'heure limites de réception des plis indiquées dans le présent règlement de consultation.

Le soumissionnaire veillera à porter une attention particulière à la **qualité du détenteur du certificat de signature électronique** qui signe les documents transmis par voie dématérialisée, celui-ci devant être dûment habilité à engager la société.

Chaque pièce pour laquelle une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

IMPORTANT : La seule signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient et n'emporte donc pas valeur d'engagement du candidat (ex : un dossier .zip signé ne vaut pas signature de chaque document du .zip). Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être de niveau 3 (signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié) ou de niveau 4 (signature électronique qualifiée) tel que définis par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Concernant ces prestataires, une liste nationale de confiance est disponible sur le site de l'ANSSI. Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

8.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

9 - Examen des candidatures et des offres

Dans le cadre du présent marché, seront appliquées les peines d'exclusion des procédures de passation telles que prévues par les textes relatifs à la commande publique et reprises à l'annexe 1 du présent RC.

9.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai identique pour tous. Le pouvoir adjudicateur peut informer les autres candidats qu'ils ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités s'effectuera de manière globale.

9.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152- Consultation n°25M4M00T020

1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. Dans le cas de refus ou d'absence de régularisation, les offres seront rejetées et le candidat éliminé.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Toute offre transmise par voie papier ou sur support physique électronique sera considérée comme irrégulière et non susceptible de régularisation.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points
1-Prix des prestations	40
2-Valeur technique	60
2.1. Organisation du candidat pour la réalisation de ce chantier	20
2.2. Méthodologie d'intervention et organisation du chantier	25
2.3. Qualité environnementale	10
2.4. Délais d'intervention	5

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

1) Critère prix des prestations N1 noté sur 40 points :

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

L'offre la plus basse obtient la note de 10 ramenée sur 40 points.

Soit Mbasse le montant de l'offre la plus basse (moins disante).

Soit Mn le montant de l'offre à noter.

Note sur 10 de l'offre à noter = $10 - (9 \times Mn / Mbasse)$. Un rapport de 1 à 2 est donc toléré.

Dans le cas d'une note négative, la note minimale de 0 sera attribuée.

NB : le candidat veillera à remplir le cadre de DPGF fourni au DCE, et à ne pas le modifier

2) Critère valeur technique N2 noté sur 60 points :

Pour répondre au critère 2, le candidat devra remettre le cadre de réponse technique fourni dans le DCE, lequel doit être complété dans son intégralité et annexé des documents s'y référant. **A défaut, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.**

• **Organisation du candidat pour la réalisation de ce chantier : Note sur 10 ramenée sur 20 points**

Le candidat précisera les moyens humains et matériels mis en œuvre, et le savoir-faire en site contraint.

Les liens envisagés avec le représentant de la maîtrise d'ouvrage pour optimiser au mieux la communication et les prises de décision, la coordination avec les autres prestataires.

• **Méthodologie d'intervention et organisation du chantier : Note sur 10 ramenée sur 25 points**

Le candidat précisera :

- Sa compréhension du projet
- La méthodologie apportée pour son exécution (études et mise en œuvre)
- Les moyens mis en œuvre pour y répondre
- Une à deux références de complexité équivalente

• **Qualité environnementale du chantier : Note sur 10 ramenée sur 10 points**

Le candidat précisera les dispositions prises pour respecter la qualité environnementale du chantier en termes de gestion des nuisances et d'optimisation de la production de déchets et d'économie d'énergie

• **Délais d'intervention : Note sur 10 ramenée sur 5 points**

Le candidat précisera les dispositions prises pour respecter le planning fourni au DCE

La méthode utilisée pour la notation du critère valeur technique est établie de la manière suivante :

Grille d'évaluation de la proposition en réponse à toutes les exigences qualitatives et/ou quantitatives attendues pour réaliser l'objet du marché	Note attribuée en points
Très satisfaisant	9 / 9,5 / 10
Satisfaisant	7 / 7,5 / 8 / 8,5
Moyennement satisfaisant	5 / 5,5 / 6 / 6,5
Peu satisfaisant	3 / 3,5 / 4 / 4,5
Insatisfaisant	1 / 1,5 / 2 / 2,5
La proposition ne satisfait pas aux exigences et/ou conditions de participation de la présente procédure de passation : « Irrégulière, inacceptable ou inappropriée » y compris absence du document exigé en phase offre.	Elle est déclarée Irrégulière ou inacceptable ou inappropriée.

Cas de notation des sous-critères :

La notation de chaque sous-critère s'effectue également sur 10 points selon la méthode de notation du critère (cf. ci-dessus).

La note pondérée de chaque sous-critère correspond à la note obtenue sur 10 points multipliée par son coefficient de pondération

Exemple :

Sous critère de 15 points : note pondérée = note sur 10 x 1.5

Sous critère de 5 points : note pondérée = note sur 10 x 0.5

La notation du critère sera égale à la somme des notes pondérées de chaque sous-critère.

Le classement des offres sera établi sur la base de la note globale obtenue par chaque proposition et déterminée comme suit :

$$\text{Note Globale sur 100 points} = N1 + N2$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à rectifier son offre ; en cas de refus ou d'absence de confirmation, son offre sera éliminée comme non cohérente.

9.3 - Suite à donner à la consultation

La négociation sera menée via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://demat-ampa.fr>.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager par écrit des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Elles pourront se dérouler en phases successives dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. La négociation ne pourra porter que sur des éléments en lien avec les critères de sélection des offres ci-dessus détaillés.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Nota Bene 1 : L'entreprise doit donc impérativement indiquer dans l'acte d'engagement l'adresse électronique de référence. Nota Bene 2 : Les candidats sont invités à ajouter dans leur carnet d'adresses l'adresse technique de la plateforme "nepasrepondre@demat-ampa.fr" afin de s'assurer de la réception des alertes et sollicitations des acheteurs publics.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **10 jours**. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

A défaut de réception des justificatifs demandés dans le délai imparti, l'offre retenue sera rejetée de plein droit. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le titulaire et les cotraitants éventuels sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par B.M.A. à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats signent électroniquement l'offre retenue conformément aux modalités définies à l'article « Transmission électronique » du présent règlement de consultation.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour signer électroniquement ne pourra être supérieur à 5 jours ouvrés. A défaut de signature électronique conforme dans le délai imparti, l'offre retenue sera considérée comme irrégulière et sera rejetée de plein droit. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir

le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres (jour de remise non inclus).

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 8 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres (jour de remise non inclus). Les réponses pourront être regroupées.

Nota bene : au cours de son étude, le candidat est tenu de contrôler la cohérence des indications du DCE. En cas d'incohérence ou de doute, il appartiendra au candidat de poser les questions qui s'imposent.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux - 9 Rue de Tastet -CS 21490 - 33063 BORDEAUX CEDEX

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Greffe du Tribunal Administratif de Bordeaux - 9 Rue de Tastet -CS 21490 - 33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05 56 99 38 00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible par le site internet www.telerecours.fr.

En cas de difficultés survenant lors de l'exécution, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Bordeaux :

CCIRA - DREETS Nouvelle-Aquitaine - Pôle C - Immeuble Le Pôle - 11, avenue Pierre Mendès France - 33700 MERIGNAC

11 - Clauses complémentaires

1/ Forme des notifications et informations au titulaire :

Conformément à l'article 3.1 du CCAG Travaux, la notification au titulaire des décisions, observations, ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique de référence du titulaire mentionnée à l'acte d'engagement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celle de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

L'entreprise doit donc impérativement indiquer dans l'acte d'engagement l'adresse électronique de

référence.

2/Dispositif de Vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le titulaire et les cotraitants éventuels sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par B.M.A, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Annexe 1 - Peines d'exclusion des procédures de passation

Dans le cadre du présent marché, seront appliquées les peines d'exclusion prévues par les textes relatifs à la commande publique.

I - Exclusions des procédures de passation dites « de plein droit »

Les exclusions des procédures de passation « de plein droit » prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2341-3 du code de la commande publique. Ce sont celles qui reposent sur la commission d'infractions ou de comportements qui ont été constatés par une personne extérieure à l'acheteur, qui n'agissait pas elle-même en tant qu'acheteur et intervenus en dehors de la procédure de passation du marché public.

Il s'agit :

- des peines prononcées par un juge pénal (Art. L. 2141-1, 1° et 3° de l'art. L. 2141-4 et 1° et 2° de l'art. L. 2341-3) ;
- des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés (Art. L. 2141-2 et 2° de l'art. L. 2141-4) ;
- des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire constatés par le tribunal de commerce (Art. L. 2141-3) ;
- de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportées par ces derniers aux représentants de l'État (1° de l'art. L. 2141-4 et L. 2141-5).

Dans le cas des exclusions des procédures de passation « de plein droit », l'acheteur ne fait que constater la présence d'une cause d'exclusion et l'absence de mesures d'auto-apurement, lorsque celles-ci sont possibles.

- Dans toutes les hypothèses où l'exclusion résulte d'une condamnation par un juge ou sur un état de l'opérateur économique constaté par un juge, les acheteurs n'ont pas à porter eux-mêmes un jugement sur le comportement de ce candidat ou la gravité des fautes commises.
- En ce qui concerne la régularité de la situation du candidat au regard de ses obligations fiscales et sociales, l'acheteur ne fait que constater l'éventuelle exclusion d'une procédure de passation par l'absence des documents et attestations officiels correspondants et prononcer en conséquence le rejet de la candidature et de l'offre du candidat concerné.
- La seule hypothèse où l'acheteur a effectivement à se prononcer plus avant sur la situation du candidat au regard des exclusions des procédures de passation, est celle des personnes admises au redressement judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger. Dans ce cas, la procédure du redressement judiciaire étant prononcée par un juge, l'acheteur doit vérifier, sur la base des justificatifs fournis par le candidat (copie du ou des jugements concernés), que ce dernier a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché. En cas de réponse positive, aucune décision de rejet de la candidature ne peut être prise à l'encontre du candidat concerné.
- Dans toutes les hypothèses, les mesures d'auto-apurement prévues n'impliquent aucune marge de manœuvre de l'acheteur. L'appréciation du caractère suffisant des mesures correctives prises par l'opérateur économique concerné ou des considérations permettant de prononcer un relèvement de peine, un sursis ou un ajournement relève de l'appréciation exclusive des administrations chargées de la perception des impôts, contributions et taxes, de l'inspection du travail ou du juge.

Ces exclusions des procédures de passation sont prononcées « de plein droit » en ce sens que l'acheteur est tenu de se conformer à l'appréciation d'une autorité ou entité qui lui est extérieure.

II - Exclusions des procédures de passation dites « à l'appréciation de l'acheteur »

Les exclusions des procédures de passation « à l'appréciation de l'acheteur », prévues par les articles L. 2141-7 à L. 2141-11 et L. 3123-7 à L. 3123-11 du code de la commande publique, sont celles qui reposent sur des faits qui :

- soit sont constatés par l'acheteur qui mène la procédure ou par un autre acheteur au cours d'une procédure d'attribution du marché publics (Art. L. 2141-8 à L. 2141-10) ;
- soit ont été constatés par un acheteur au cours de l'exécution d'un contrat de la commande publique (Art. L. 2141-7).

Dans les cas d'exclusion des procédures de passation laissées « à l'appréciation de l'acheteur » :

- L'acheteur apprécie lui-même si les éléments à sa disposition pourraient mener à l'exclusion de l'opérateur économique de la procédure et notamment s'il dispose de preuves suffisantes.
- S'il juge que l'exclusion de cet opérateur apparaît comme proportionnée compte tenu des faits constatés qu'il est en mesure de prouver, il est tenu de mettre en œuvre une procédure contradictoire avec l'intéressé (Art. L. 2141-11).
- L'acheteur ne pourra prononcer l'exclusion que si les éléments apportés par cet opérateur ne permettent pas d'établir que l'exclusion est bien justifiée et proportionnée à la gravité des faits («qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement » - Art. L. 2141-11).

Dans ces conditions, si une tentative d'influencer la décision de l'acheteur ou la conclusion d'une entente avec d'autres entreprises constituent des faits graves qui pourraient justifier l'exclusion de l'opérateur économique, les incertitudes liées à l'appréciation du caractère suffisant des preuves et de la proportionnalité de la décision d'exclusion pourraient interdire de prononcer l'exclusion, sauf à remettre en question la légalité de la poursuite de la procédure.

Ces exclusions des procédures de passation sont laissées « à l'appréciation de l'acheteur » en ce sens que, puisqu'il appartient à l'acheteur de vérifier que l'exclusion est justifiée et proportionnée à la gravité des faits, un opérateur économique qui se trouverait dans une telle situation n'est pas obligatoirement exclu de la procédure.

Annexe 2 - Questionnaire d'enquête

URL : <https://forms.office.com/r/FhFTaP0Wn5> (copier-coller le lien dans votre navigateur web).
PRIVILEGIER SVP la réponse en ligne.

La promotion de l'égalité femmes/hommes La diversité et la lutte contre les discriminations dans l'entreprise Démarche de progrès

Bordeaux Métropole réalise une enquête auprès des opérateurs économiques qui répondent à une consultation de marché public, afin de recueillir leur sensibilité et leurs actions relatives à la thématique de l'égalité femmes/hommes, sur la lutte contre les discriminations, et la promotion de la diversité, en vue de réaliser une étude statistique. Le présent questionnaire a été conçu pour garantir l'anonymat des répondants, c'est-à-dire que, les moyens raisonnablement utilisables par Bordeaux Métropole ne lui permettront pas de réidentifier les individus. Néanmoins, tout risque résiduel d'identification ne pouvant être, dans l'absolu, complètement écarté, en raison, par exemple, de la présence de zones de commentaires libres, vous êtes informés que :

Ce traitement de données à caractère personnel se fonde sur l'intérêt légitime de Bordeaux Métropole.

Les destinataires des données sont les personnes habilitées de Bordeaux Métropole ainsi que ceux de la Direction générale du numérique et des systèmes d'information de Bordeaux Métropole, à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions.

Les résultats statistiques préalablement anonymisés pourront faire l'objet d'une présentation à des tiers.

Les données collectées ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers. Les données de réponse au questionnaire seront conservées un (1) an après quoi elles seront détruites ou archivées dans des conditions définies en conformité avec les dispositions du code du patrimoine.

En conséquence, les droits d'accès, de rectification, à l'effacement, d'opposition, ou à la limitation dont vous bénéficiez au titre de la loi 78-17 « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, devront être exercés avant cette échéance, en vous adressant à la direction des achats et de la commande publique au mail suivant : dacp@bordeaux-metropole.fr ou au Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : contact.cnil@bordeaux-metropole.fr ou par courrier postal : Délégué à la Protection des Données, Bordeaux Métropole, Direction des Affaires Juridiques, Esplanade Charles-de-Gaulle, 33045 Bordeaux Cedex.

Vous pouvez à tout moment introduire une réclamation auprès de la CNIL, pour les données vous concernant.

Pour en savoir plus, consultez vos droits sur le site de la CNIL, www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles.

Date	
Nombre de salariés	
Chiffre d'affaires	
Secteur d'activité	
Titulaire du label diversité	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

1. Motivation de l'engagement et grands axes de la démarche égalité/diversité

1.1 - Êtes-vous engagé dans une démarche de progrès en matière d'égalité et de diversité ?

- ☐ Oui
 ☐ Directement en tant qu'entreprise appartenant ou n'appartenant pas à un groupe
 ☐ Indirectement en tant que filiale, appartenant à un groupe, engagée dans cette démarche
☐ En cours
☐ Nous l'envisageons
☐ Non

- ☐ Quelle démarche est mise en place dans votre structure (sur quel volet) diversité, non-discrimination, égalité ?

Pourquoi ce choix ?

Echangez-vous avec d'autres entreprises sur ces thématiques ?

1.2- Pour quelles raisons allez-vous mener ces actions ?

- ☐ Amélioration de la performance économique
☐ Amélioration de la gestion des RH
☐ Démarche globale de la responsabilité sociale de l'entreprise
 ☐ Raisons morales / éthiques
 ☐ Valorisation de l'image
☐ Autre : (préciser svp)

2. Sensibilisation et formation des collaborateurs à la démarche Egalité/diversité

2.1 - Avez-vous mis en place des actions et/ou outils de sensibilisation et de formation à la diversité de vos collaborateurs ?

- ☐ Oui

- ☐ En cours
- ☐ Nous l'envisageons
- ☐ Non

(Dans la négative, passez à la question 2.1.2)

2.1.1 - Dans l'affirmative

2.1.1.1 Quels outils sont mis en place dans votre entreprise ?

- ☐ Réunion d'information interne
- ☐ Diffusion d'informations (affichage, mails ...)
- ☐ Formations spécifiques « diversité »
 - ☐ Autre. Précisez svp : ...

2.1.1.2 Quels sont dans l'entreprise, les publics visés par ces actions ?

- ☐ Dirigeants
- ☐ Membres de l'équipe RH
- ☐ Encadrement
- ☐ Représentants du personnel
- ☐ Ensemble des collaborateurs
 - ☐ Autre. Précisez svp : ...

2.1.2 - Dans la négative

2.1.2.1 Quels outils pourraient être mis en place dans votre entreprise ?

- ☐ Réunion d'information interne
- ☐ Diffusion d'informations (affichage, mails ...)
- ☐ Formations spécifiques « diversité »
 - ☐ Autre. Précisez svp : ...

2.1.2.2 Quels pourraient être, dans l'entreprise, les publics visés par ces actions ?

- ☐ Dirigeants
- ☐ Membres de l'équipe RH
- ☐ Encadrement
- ☐ Représentants du personnel
- ☐ Ensemble des collaborateurs
 - ☐ Autre. Précisez svp : ...

3. Communication sur l'engagement Egalité/Diversité

3.1 - Avez-vous communiqué sur votre engagement en matière de diversité et d'égalité ?

- ☐ Oui
- ☐ En cours
- ☐ Nous l'envisageons
- ☐ Non

(Dans la négative, passez à la question 3.1.2)

3.1.1 - Dans l'affirmative

3.1.1.1 Quels publics sont visés ?

Cible en interne

- ☐ Managers
- ☐ Représentants du personnel
- ☐ Ensemble des collaborateurs
- ☐ Autre. Précisez svp : ...

Cible en externe

- ☐ Fournisseurs
- ☐ Prestataires
- ☐ Sous-traitants
- ☐ Clients
- ☐ Public
- ☐ Autre. Précisez svp : ...

3.1.2 - Dans la négative

3.1.2.1 Quels publics pourraient être visés ?

Cible en interne

- ☐ Managers
- ☐ Représentants du personnel
- ☐ Ensemble des collaborateurs
- ☐ Autre. Précisez svp : ...

Cible en externe

- ☐ Fournisseurs
- ☐ Prestataires
- ☐ Sous-traitants
- ☐ Clients
- ☐ Public
- ☐ Autre. Précisez svp : ...